



Les nouvelles du climat

N° 2 Janvier 2020

Sommaire

- ❖ Accord de coopération : 4C Maroc & CGLU Afrique
- ❖ Fonds Bleu du Bassin du Congo - résultats et perspectives
- ❖ Plateforme Initiative Climat 4C-Maroc : success stories !
- ❖ L'Afrique face au défi financier
- ❖ Cdp 25 : bilan décevant !
- ❖ La mobilité électrique : quel futur ?
- ❖ Changement climatique & santé
- ❖ Australie : Plus d'un million d'hectares partis en fumée !
- ❖ Rapport sur le développement humain 2019 : combattre les nouvelles inégalités
- ❖ Jeunes & initiatives Climat !

Accord de coopération : 4C Maroc & CGLU Afrique

En marge de la COP25 à Madrid (2 au 13 décembre), un accord-cadre de coopération a été signé par le Centre de Compétences Changement Climatique 4C-Maroc, représenté par Monsieur le Ministre de l'Energie, des Mines et de l'Environnement et Président du Conseil d'Administration du Centre 4C Maroc, Aziz Rabbah, et Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique), représenté par son Secrétaire Général, Jean Pierre Elong Mbassi.

L'objectif principal de cet accord est la conception et la mise en œuvre de projets d'assistance technique et le renforcement des capacités dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris au profit des collectivités territoriales africaines. Les domaines de collaboration sont principalement le développement de la coopération décentralisée Sud-Sud et Nord-Sud en lien avec les thématiques clés de mise en œuvre de l'Accord de Paris, et le renforcement de l'implication des acteurs locaux dans le processus de mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDN).

La promotion de l'approche écosystémique au niveau territorial face au changement climatique, en se focalisant sur la résilience intégrant des technologies adaptatives, la diversification et l'apprentissage, la contribution à la conception d'une base de données d'experts en changements climatiques, en lien avec l'appui aux politiques climatiques territoriales, l'appui à la territorialisation de la mise en œuvre des trois conventions de RIO et des ODD en lien avec la lutte contre le changement climatique, et l'appui à la mise en place d'un mécanisme d'échange d'information sur les changements climatiques au niveau territorial, figurent également parmi les domaines d'intervention.

Dans le cadre de cet accord cadre, il est convenu que le Centre 4C Maroc et CGLU Afrique engagent des activités plus précises de collaboration, dont chacune fera l'objet d'une convention de collaboration spécifique détaillant les responsabilités et les obligations des Parties. Les parties s'engagent également à respecter la législation en vigueur au Maroc, ainsi que leurs politiques et règles de gouvernance respectives. Elles s'engagent à veiller au respect des conventions et contrats qui les lient à des tiers.

Cet accord cadre est conclu pour une durée initiale de 4 ans, à compter de la date de sa signature, et peut, après consultation des deux parties, être prorogé par un échange de lettres pour toute autre durée convenue.

[En savoir plus](#)

Fonds Bleu du Bassin du Congo- résultats et perspectives

En marge de la 25ème Conférence de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement climatique (COP 25) à Madrid, le 3 décembre 2019, une rencontre relative au Fonds Bleu du Bassin du Congo a été organisée sous la présidence de SE Monsieur Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo, et de plusieurs Ministres Africains de l'Environnement. Ont pris part à cette rencontre, Mr. Aziz Rabbah, Ministre de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement, la Directrice du Centre 4C Maroc, les Présidents d'Institutions Africaines, ainsi que des représentants des organisations internationales et du Fonds Vert pour le Climat.

La rencontre était une occasion pour présenter les défis des pays du Bassin du Congo, notamment les défis environnementaux et climatiques ainsi que les projets d'investissement pour faire face à ces défis. Le Président du Congo a également rappelé les étapes de création du Fonds Bleu du Bassin du Congo, lancé lors du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement Africains tenu en novembre 2016 à Marrakech, en marge de la COP22, tout en exprimant sa satisfaction pour les premiers résultats de l'étude qui est dans sa dernière phase : définir la nature du Fonds et son programme d'investissement, rappelant à ce sujet la sélection de 190 projets pour une enveloppe budgétaire de plus 6 milliards de Dollars.

Lors de cette rencontre, Monsieur Aziz RABBAH a proposé des pistes pour garantir la réussite du modèle socio-économique du Bassin de Congo, notamment à travers la création d'un Centre Mondial pour la préservation des ressources naturelles dans la région du Bassin de Congo, compte tenu de la richesse de ses ressources hydriques et biologiques et qui représentent 10% de la Biodiversité mondiale. Le Fonds Vert pour le Climat a également exprimé son intention de mettre en place un programme dédié au Bassin du Congo afin de soutenir les projets d'investissement identifiés.

Il est à rappeler que le Maroc poursuit l'accompagnement du processus de mise en œuvre des 3 commissions : la Commission du Bassin du Congo, la Commission du Sahel et la Commission des Etats Insulaires commissions à travers le Centre des Compétences du Changement climatique du Maroc (4C MAROC).

[En savoir plus](#)

Plateforme Initiative Climat 4C-Maroc

Réalisée par le Centre de Compétence en Changement Climatique (4C-Maroc) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD- Maroc) dans le cadre du projet Renforcement Opérationnel du 4C Maroc (RO4C), la plateforme Initiative Climat représente un

Moyen d'échange d'expérience pour mobiliser les différents acteurs concernés par la lutte contre les changements climatiques. La plateforme ambitionne de mettre en valeur l'ensemble des initiatives de lutte contre les changements climatiques afin d'adopter de nouveaux modes de vie, à changer les habitudes, et à transformer les économies.

La plateforme permet d'inspirer tout porteur de projet engagé dans des actions en lien avec les changements climatiques afin de faire connaître et faire la promotion des expériences réussies et faciliter leur duplication par d'autres acteurs. La plateforme est dotée d'un moteur de recherche en vue d'affiner l'accès aux initiatives selon un ensemble de critères tels que : objectif (Atténuation / Adaptation), porteurs d'initiative, partenaire institutionnel, etc.

D'autres rubriques sont présentes dans la plateforme à savoir :

- **Actualités** : La plateforme est également un journal d'actualités en continu sur les différents événements et nouveautés liés au changement climatique !
- **Documentation** : La plateforme est un espace éducatif qui permet la consultation des différents documents en matière de changement climatique publiés au niveau national et international.

Afin de recueillir les initiatives des porteurs de projets la plateforme met à leur disposition la possibilité de déposer les initiatives en ligne via la rubrique « proposer initiative ». Les initiatives proposées seront intégrées dans le portail une fois validées par l'administrateur.

[En savoir plus](#)

L'Afrique Face au défi financier

Intitulé « **Instruments financiers pour la lutte contre le changement climatique en Afrique : Catalyser l'investissement climatique par l'innovation et l'implication du secteur privé** », le rapport de PwC met l'accent sur le défi majeur que représente le financement des actions de lutte contre le réchauffement climatique en Afrique.

Sachant que 2/3 des pays africains ont initié les chantiers de mise en œuvre de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), et 80% disposent de mesures d'atténuation et d'adaptation pour leur opérationnalisation, l'accès au financement à grande échelle reste un défi à relever pour les dix prochaines années (engagements fixés à horizon 2030 pour la majorité des pays du continent).

Le rapport montre que plus de 50% des pays participant à l'Accord de Paris rencontrent des difficultés pour mobiliser des financements internationaux et nationaux en faveur de la lutte contre le changement climatique, plus de 1/3 des pays ont mis en place des instruments financiers pour l'action climat et Seulement 1/4 des pays disposent d'une stratégie de financement opérationnelle.

Le rapport estime que les entreprises et les acteurs publics doivent réduire en premier lieu les dommages environnementaux, tout en rendant leurs stratégies plus résilientes face aux changements climatiques. L'accord de Paris, conclu en décembre 2015, a vu les gouvernements du monde entier s'engager à prendre les mesures nécessaires pour limiter le réchauffement climatique à deux degrés en moyenne d'ici 2100. Or, en 2019, les experts estiment d'ores et déjà à moins de 5% les chances de respecter ce scénario et craignent un désengagement de la part des parties prenantes. Les entreprises et des gouvernements doivent prendre en compte le changement climatique dans toutes les stratégies afin d'accélérer la transition vers une économie sobre en carbone.

[En savoir Plus](#)

Cdp 25 - bilan décevant

2019 a été marquée par des chaleurs inhabituelles. L'Europe a subi deux vagues de chaleur en juin puis en juillet avec des records de températures. La Sibérie et l'Amazonie ont été ravagées par des incendies gigantesques. En Russie, ce sont près de 3 millions d'hectares qui sont partis en fumée. Les inondations se sont également intensifiées sur la planète, plus dévastatrices que jamais. Le Japon a affronté le typhon Hagibis tandis que Venise a connu sa plus haute acqua Alta depuis 1966.

Le secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, Petteri Taalas, a signalé que :*"Le changement climatique se poursuit et ne s'améliore pas selon l'Accord de Paris. Les dix dernières années ont été la période la plus chaude de cette période de 170 ans. Nous avons trois principaux gaz à effet de serre : le dioxyde de carbone, le méthane et l'oxyde nitreux, et dans tous ces gaz nous avons encore une fois battu des records."* Mais tout le monde n'est pas convaincu de l'urgence de sauver la planète, Donald Trump en tête :*"J'ai annoncé le retrait des USA de l'horrible, du coûteux, du partial accord de Paris. Nous remettons nos grands mineurs au travail."*

En Espagne, l'Union Européenne a présenté le plan le plus ambitieux visant à progresser vers une économie neutre en carbone d'ici 2050. Des dizaines de petits pays se sont mis d'accord sur des objectifs à long terme similaires.

Malgré les discussions les plus poussées à la COP25, elle s'est terminée sur une note décevante. Aucun accord international n'a pu être mis en place notamment sur les règles des marchés carbonés ou sur l'assistance aux pays en développement pour s'adapter aux incidences du dérèglement climatique.

"Je suis déçu du résultat de la COP25", a indiqué pour sa part Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU dans un communiqué. *"La communauté internationale a perdu une occasion importante de faire preuve d'une ambition plus grande en matière d'atténuation, d'adaptation et de financement de la crise climatique"*, a-t-il insisté.

"Le monde nous regarde, et attend des solutions concrètes et plus ambitieuses", a déclaré en fin de conférence la présidente chilienne de la COP25, Carolina Schmidt. *"C'est pourquoi nous ne sommes pas satisfaits, l'accord conclu par les parties présentes n'est pas suffisant pour répondre à l'urgence de la crise climatique."*

[En savoir plus](#)

LA mobilité électrique : quel futur ?

Le marché des véhicules électriques poursuit sa progression, mais il reste du chemin à parcourir pour réduire ses émissions de CO2. Peugeot et Renault font figure de bons élèves dans la transition vers des véhicules moins émetteurs. Mais l'étude de la World Benchmarking Alliance (WBA) sur les constructeurs automobiles mondiaux montre un retard pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Les SUV sont encore trop favorisés dans les plans marketing, au détriment de voitures hybrides ou électriques.

Le classement réalisé par le World Benchmarking Alliance (WBA) de 25 constructeurs automobiles mondiaux en fonction de leur performance climatique montre que le résultat est loin d'être à la hauteur des objectifs fixés par l'Accord de Paris, avec une grande majorité de constructeurs qui n'atteignent pas leurs cibles d'émissions. *"En ce moment, on assiste à une transition vers une économie bas carbone avec les pieds sur le frein"*, déplore Vicky Sins, directrice des benchmarks climat et énergie chez WBA.

Le groupe Peugeot s'est classé le premier, suivi de BMW et de Renault, tandis que les Chinois Dongfeng Motors et Saic Motors corporation demeurent bons derniers. La méthodologie utilisée est ACT (Assessing low Carbon Transition) développée par l'Ademe et CDP permet d'évaluer la stratégie climat des entreprises par rapport à une trajectoire vers une économie bas carbone. La méthode permet également d'évaluer à partir de plusieurs critères notamment la performance climat de l'entreprise, en fonction de son activité actuelle, la cohérence des informations fournies par le constructeur par rapport à une trajectoire bas carbone, et la tendance vers laquelle se dirige l'entreprise. Peugeot vient au premier rang, selon la WBA, il place la décarbonation de son activité au cœur de sa stratégie à court, moyen et long terme.

Généralement, le secteur automobile est très en retard pour s'adapter à une économie décarbonée. Sur les 25 constructeurs étudiés, 21 disposent d'un véhicule à faible émission dans leur gamme (voiture électrique ou hybride), Mazda, Subaru Suzuki et Tata Motors n'en ayant pas. Mais pour 16 d'entre eux, ces véhicules à faibles émissions ne représentent que 1 % des ventes annuelles totales. En effet, Le marketing des constructeurs auto se concentre bien plus sur des voitures plus polluantes, comme les SUV.

En France, il a été proposé d'interdire la publicité automobile sur ces carrosseries, sans succès. Selon WBA, moins de la moitié des constructeurs mondiaux font une promotion active pour leurs véhicules électriques. Et pourtant, l'exemple de Tesla démontre que le marketing sur l'expérience client dans une voiture électrique fonctionne.

La World Benchmarking Alliance plaide pour que les constructeurs se mettent en ordre pour faire bouger le marché vers des achats de véhicules électriques, mais aussi vers des solutions de mobilité différentes.

[En savoir plus](#)

Changement climatique & Santé !

Le Groupe régional d'experts sur le climat (GREC) a publié un rapport sur l'impact du changement climatique en région Provence-Alpes-Côte d'Azur 'hot spot' du changement climatique" comme tout le bassin méditerranéen. Le rapport montre que les catastrophes naturelles entraînant des impacts indésirables sur la santé.

En commençant par analyser l'impact psychosocial des catastrophes naturelles sur les habitants de la région. Ces derniers pouvant être atteints de "stress post-traumatique" ou exposés à "des troubles anxieux (par exemple, attaques de panique ou certaines phobies), des troubles dépressifs et, dans certains cas, des troubles liés à l'usage de substances psychoactives". Des

études menées après une inondation dans le Vaucluse en 1992 ont même démontré "la persistance de symptômes plusieurs années après les événements".

Les maladies tropicales, problèmes respiratoires et augmentation des allergies en vue sont également des effets du changement climatique comme il favorise la multiplication des tiques et des moustiques tigres, et donc des maladies qui leur sont liées (maladie de Lyme, dengue et chikungunya). Une hausse de la pollution de l'air est également à prévoir, entraînant des symptômes irritatifs, de l'asthme ainsi que des insuffisances respiratoires mais aussi des problèmes cardio-vasculaires. Une hausse de la concentration de CO2 dans l'atmosphère conduirait à une multiplication des pollens, provoquant davantage d'allergies. Aussi, la hausse des températures entraînerait une augmentation des moisissures, puissant allergène, favorisant le développement des acariens.

Le GREC alerte sur l'importance de réduire les émissions de gaz à effets de serre et donne une série de recommandations aux acteurs régionaux. Il conviendra ainsi d'accorder une attention particulière aux personnes vulnérables et précaires, d'adapter l'aménagement urbain afin de lutter contre les "îlots de chaleur" (meilleur choix des orientations, des matériaux et couleurs des bâtiments) et de développer la présence de la nature en ville tout en choisissant les plantes les moins allergisantes possible, les végétaux contribuant à absorber les gaz à effets de serre et rafraîchir l'air grâce à l'évapotranspiration.

[En savoir plus](#)

Australie : Plus d'un million d'hectares partis en fumée !

Chaque année, pendant l'été, l'Australie se retrouve confrontée à des feux de forêts. Lors des fortes chaleurs, la végétation devient combustible. Cette année les feux ont démarré dès septembre avec une violence inhabituelle. Le bilan est déjà très lourd : 18 personnes sont décédées et 17 autres sont portées disparues, plus de 5,5 millions d'hectares sont partis en fumée et 480 millions d'animaux, dont 8 000 koalas sont mort. En plus, la pollution de l'air a dépassé de 11 fois celui jugé dangereux pour l'homme. La région recense de nombreux eucalyptus, des arbres particulièrement inflammables car leurs feuilles sont remplies d'huile. La sécheresse, de fortes températures et de vents violents sont tous des raisons qui ont accéléré le processus.

Pour se protéger des flammes, de milliers d'habitants se sont bloqués sur des plages de Mallacoota, dans l'Etat de Victoria. Ils se sont retrouvés en état d'urgence dans certaines régions : les autorités ont mobilisé des personnels, des navires et des avions militaires pour apporter une aide humanitaire aux habitants des zones les plus reculées.

De nombreux spécialistes s'inquiètent aussi du devenir des animaux, dont 480 millions auraient péri, alors que l'Australie héberge certaines espèces uniques au monde. « *Beaucoup de nos espèces sauvages vivent désormais dans des réserves, comme des parcs naturels. Si ces habitats sont perdus, ils n'ont tout simplement nulle part où aller, et leur nombre peut décliner de façon dangereuse* », avance le professeur Dieter Hochuli, sur le site de l'Université de Sydney. Les koalas, espèce très vulnérable et très lente à se déplacer, surtout face à des flammes aussi intenses, sont au cœur des inquiétudes.

Petr Matous, ingénieur en humanitaire et environnement à l'université de Sydney, rappelle de son côté que « *la plupart des scénarios en termes de projection climatique prévoient - avec une grande fiabilité - de nouveaux changements dans les précipitations à travers le pays. Ce qui pourrait conduire à des saisons dont les incendies seraient encore plus massifs dans le Sud et l'Est de l'Australie* ».

[En savoir plus](#)

Rapport sur le développement humain 2019- combattre les nouvelles inégalités

Le Rapport sur le développement humain (RDH) 2019, intitulé « Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXI^e siècle », explique qu'au moment même où les écarts de niveau de vie de base se resserrent, les besoins pour réaliser son potentiel évoluent. Une nouvelle génération d'inégalités voit le jour, autour de l'éducation, la transformation technologique et des changements climatiques. Le rapport soutient que le problème des inégalités n'est pas sans solutions et propose des mesures pour s'y attaquer.

1- Penser au-delà des revenus

Deux indices apparentés, l'indice de développement humain 2019 (IDH) et l'indice de développement humain ajusté aux inégalités 2019, montrent que les inégalités dans la répartition de l'éducation, de la santé et des niveaux de vie empêchent les pays de progresser. Selon ces indicateurs, les inégalités expliquent une perte de progression du développement humain de 20 % en 2018. Aussi le rapport recommande-t-il des politiques qui s'intéressent aux revenus, mais qui aillent aussi au-delà des revenus, à savoir :

Investissement dans la petite enfance et tout au long de la vie : les inégalités commencent même avant la naissance et peuvent s'accumuler jusqu'à l'âge adulte, exacerbées par des différences de santé et d'éducation.

Productivité : de tels investissements doivent se poursuivre tout au long de la vie des personnes, quand elles gagnent leur vie sur le marché du travail et après. Les pays dont la population active est plus productive affichent généralement une moins forte concentration de richesses au sommet de l'échelle de répartition des revenus grâce, par exemple, à des politiques qui accordent plus de pouvoir aux syndicats, fixent un salaire minimum approprié, facilitent le passage de l'économie informelle à l'économie formelle, investissent dans la protection sociale et attirent les femmes sur le marché du travail. Les politiques d'accroissement de la productivité ne sont toutefois pas suffisantes. L'influence économique croissante des employeurs est liée à la diminution de la part du revenu des travailleurs. Les politiques antitrust et autres mesures de protection sont indispensables pour rééquilibrer les rapports de force sur le marché.

Dépenses publiques et fiscalité équitable : le rapport avance que la fiscalité ne peut pas être considérée isolément, qu'elle doit faire partie d'un système de politiques englobant les dépenses publiques en santé, en éducation et en alternatives au carbone. Les politiques intérieures sont de plus en plus influencées par le débat sur l'impôt des sociétés à l'échelle mondiale, soulignant l'importance de nouveaux principes de fiscalité internationale : pour un impôt plus équitable, pour éviter le nivellement par le bas des taux d'impôt des sociétés — d'autant plus que la transformation numérique est porteuse de nouvelles formes de valeur pour l'économie — et pour détecter et décourager l'évasion fiscale.

2- Regarder au-delà des moyennes

Les moyennes masquent souvent la réalité des sociétés, explique le RDH. Elles sont certes utiles pour brosser un tableau général, mais des informations plus détaillées sont nécessaires pour créer des politiques qui s'attaquent efficacement aux inégalités. Il en est ainsi de la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle, de la satisfaction des besoins des plus désavantagés, par exemple des personnes en situation de handicap, et de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation.

3- Planifier au-delà du temps présent

Le rapport s'interroge sur l'évolution envisageable des inégalités en s'intéressant plus particulièrement à deux grands bouleversements qui modèleront la vie jusqu'au XXI^e siècle :

La crise climatique : Les manifestations mondiales en attestent, les politiques essentielles pour faire face à la crise climatique, comme la tarification du carbone, peuvent être mal gérées, au risque d'augmenter les inégalités ressenties et réelles pour les moins nantis, qui dépensent une plus grande partie de leurs revenus en biens et services énergivores que leurs voisins plus aisés.

Si les recettes de la tarification du carbone sont « recyclées » au profit des contribuables dans le cadre d'un plus large train de mesures sociales, avancent les auteurs, ces politiques pourraient alors réduire les inégalités au lieu de les accroître.

La transformation technologique : la technologie, y compris sous forme d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, de solutions numériques pour la finance et la santé, laisse entrevoir comment l'avenir des inégalités pourrait rompre avec le passé, si les opportunités peuvent être saisies rapidement et largement partagées. L'histoire est ponctuée de révolutions technologiques à l'origine d'inégalités profondes et persistantes — la Révolution industrielle a non seulement causé la grande divergence entre les pays industrialisés et ceux qui dépendaient de matières premières, elle a également donné le jour aux modes de production qui ont mené à la crise climatique.

La mutation qui s'annonce ne s'arrête pas au climat, avance le rapport, mais une « nouvelle grande divergence », sous l'effet de l'intelligence artificielle et des technologies numériques, n'est pas inévitable. Le RDH recommande des politiques de protection sociale qui, par exemple, garantiraient une juste rémunération du crowdworking, l'investissement dans l'apprentissage tout au long de la vie pour aider les travailleurs à s'adapter ou à se recycler dans de nouveaux métiers, un consensus international sur la taxation des activités numériques — autant de pierres à l'édifice d'une économie numérique nouvelle, sécurisée et stable qui soit une force de convergence, non pas de divergence, du développement humain.

« Ce Rapport sur le développement humain met en lumière les préjudices profonds causés à nos sociétés par les inégalités systémiques et en explique les raisons », explique Steiner. « Les inégalités ne se mesurent pas par la simple comparaison du revenu d'un individu avec celui de son voisin. Elles s'évaluent en s'intéressant à la répartition inégale des richesses et du pouvoir : aux normes profondément enracinées, tant sociales que politiques, qui poussent aujourd'hui les populations à descendre dans la rue, aux déclencheurs des manifestations futures si rien ne change. Reconnaître le vrai visage des inégalités est un premier pas ; la suite est un choix qu'il appartient à chaque dirigeant de faire ».

[En savoir plus](#)

Jeunes et initiatives climat

2019, année de mobilisation de la jeunesse pour le climat partout dans le monde. C'est la jeune Suédoise Greta Thunberg qui avait commencé toute seule à faire la grève pour le climat devant le Parlement suédois. Mais très vite, d'autres jeunes ont suivi son exemple. En France, le mouvement a émergé dans les premiers mois de 2019.

Le 15 mars et la grande marche mondiale pour le climat : presque 2 millions de jeunes sont dans la rue dans le monde entier. À Paris, la place devant le Panthéon est bondée. Et cette fois-ci, même des collégiens ont rejoint la lutte pour le climat. « *Cette planète qu'on nous laisse, c'est juste inacceptable. On se bat pendant que des riches, des patrons pétroliers, des patrons de toutes les grandes entreprises se font de l'argent se font de l'argent grâce à de l'obsolescence programmée.* »

Parallèlement au mouvement Youth for Climate, un autre mouvement fait parler de lui, c'est Extinction Rebellion, qui prône la désobéissance civile, les blocages des centres commerciaux, des sièges d'entreprises, des ponts ou encore les lieux de pouvoir. « *Nous sommes le 28 juin, le thermomètre frôle les 40 degrés* ». Ce jour-là des lycéens issus à la fois d'Extinction Rebellion et de Youth for climate ont organisé ensemble un sit-in pour le climat, juste à côté de l'Élysée, le palais présidentiel.

« *Nous avons des revendications. La première, c'est la mise en place de l'État d'urgence environnemental, deuxièmement, la taxe carbone doit devenir sociale et juste* », estiment certains manifestants.

[En savoir plus](#)